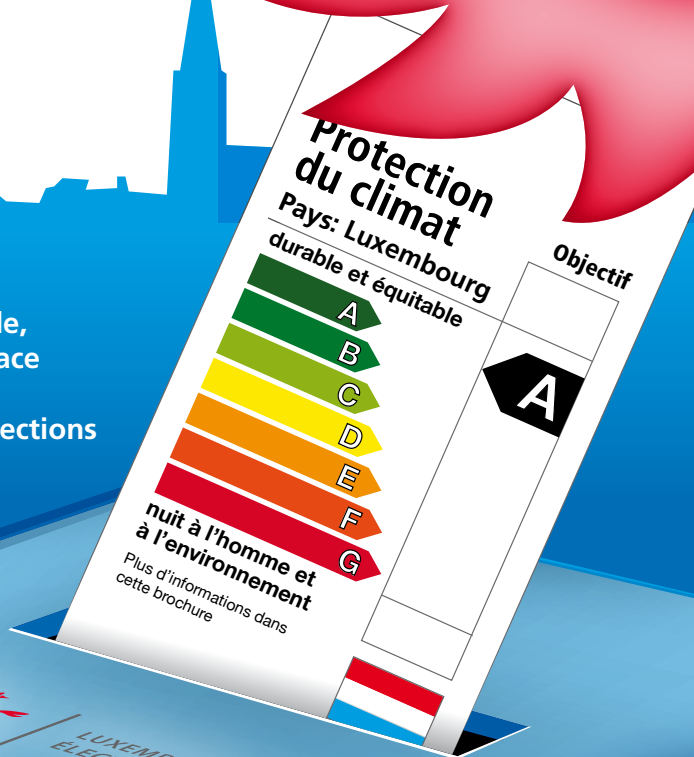


Un virage de la politique climatique et énergétique du Luxembourg est possible!

Revendications communes
d'Action Solidarité Tiers Monde,
Caritas Luxembourg, Greenpeace
et du Mouvement Ecologique
en prévision des prochaines élections
législatives au Luxembourg

Janvier 2009



«Votum Klima» est une initiative commune de Caritas Luxembourg, Action Solidarité Tiers Monde, du Mouvement Ecologique et de Greenpeace Luxembourg. Elle est née de la conviction que l'ensemble des organisations qui sont concernées par la lutte contre le changement climatique tel les organisations de protection de l'environnement, les organisations d'aide au développement ainsi que les organisations du secteur social doivent unir leurs efforts pour obtenir de réels résultats dans ce domaine.

«Votum Klima » entend prouver qu'un virage de la politique climatique et énergétique au Luxembourg n'a rien d'une utopie. Dans cette brochure, Caritas, Action Solidarité Tiers Monde, Mouvement Ecologique et Greenpeace présentent un résumé de leurs revendications à l'adresse du futur gouvernement luxembourgeois.

Une version détaillée contenant :

- des informations sur l'état actuel des connaissances scientifiques, ainsi que sur les impacts du changement climatique sur les écosystèmes naturels et l'environnement ;
- l'illustration des conséquences du changement climatique dans les pays en développement comme par exemple le Bangladesh ou le Kenya ;
- une analyse de l'actuelle politique menée au Luxembourg en matière de protection du climat ainsi que
- l'ensemble des revendications détaillées adressées au futur gouvernement

est disponible directement auprès des organisations ou sur le site Internet:
<http://www.votumklima.lu/>.

Janvier 2009

Index des illustrations

p.2 : ©Krueger/Greenpeace
p.3 à gauche: ©Araujo/Greenpeace
p.3 à droite: ©Lu Tongjing/Greenpeace
p.3 en bas : ©IPCC
p.4 à gauche: ©Einberger/Greenpeace
p.4. à droite: ©Armestre/Greenpeace
p.5 à gauche: ©Beltra/Greenpeace
p.5 à droite: ©Arnold/Greenpeace
p.6: ©Langrock/Greenpeace
p.7: ©Beltra/Greenpeace
p.9: ©Dittié/Greenpeace
p.13: ©Holbach/Greenpeace
p.14 : ©Mouvement Ecologique
p.15 : source inconnue
p.16 : ©Keup/ASTM
p.17 à droite : ©Pichler/Greenpeace
p.17 : ©ASTM/Fotomontage
p.18 à gauche: ©ARFA/ASTM
p.18 au milieu: ©Francken/Greenpeace
p.18 à droite: ©Francken/Greenpeace
p.20 à gauche: ©Pichler/Greenpeace
p.20 à droite : ©Mouvement Ecologique
p.21 à gauche: ©Keup/ASTM
p.21 à droite: ©Mouvement Ecologique
p.23: ©Keup/ASTM



«Le changement climatique n'est pas, comme trop de gens ont tendance à le croire, une simple thématique environnementale. C'est une menace globale, une menace pour la santé (...). Il pourrait compromettre l'alimentation sur le plan mondial (...). Il risque d'ébranler les fondements, dont dépend l'existence de près de la moitié de la population mondiale.»

Cette citation de l'ancien Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan du 15 novembre 2006, à la veille du Sommet sur le climat de Nairobi, exprime clairement que la protection du climat est nécessaire à la préservation des fondements nécessaires à la vie, à savoir la nature et la biodiversité. Par ailleurs, empêcher le réchauffement rapide de la planète est **indispensable** pour les fondements nécessaires à la vie et protéger l'espace de vie de millions de personnes dans les régions les plus pauvres du monde. Sans une protection du climat adéquate, la justice mondiale et la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement resteront lettre morte. Il s'agit en l'occurrence d'un débat portant, non seulement, sur la politique climatique mais également sur l'éthique. Si nous pensons sérieusement que tous les êtres humains ont les mêmes droits en termes de développement sur cette planète, nous, citoyens des pays riches industrialisés, devons mettre un terme au gaspillage inacceptable des énergies fossiles.

Et c'est précisément ce défi de la lutte contre le changement climatique qui nous aidera à mettre en oeuvre de nouvelles pistes de développement pour nos sociétés industrielles: développer de nouveaux gisements d'emploi, garantir l'approvisionnement de l'énergie, ainsi qu'un système économique, au sein duquel la qualité primera sur la quantité. Les solutions concrètes existent déjà, il ne nous reste, tout simplement, qu'à les réaliser.

La crise économique et financière que nous traversons actuellement devrait, théoriquement, nous insister à exploiter enfin pleinement l'ensemble des secteurs liés à la protection du climat : en France, il y a aujourd'hui davantage de personnes qui travaillent dans le domaine des énergies renouvelables que dans celui de l'automobile¹. En Allemagne, avant 2020, les activités liées à la protection du climat créeront un demi million d'emplois supplémentaires². Protéger le climat permet de miser sur des emplois durables, de stimuler au niveau local l'artisanat et les entreprises prestataires de services, d'employer bien davantage de personnes dans les transports publics etc. Il ne faut donc pas que la crise économique s'érige en prétexte pour reléguer la lutte contre le changement climatique au second rang. Bien au contraire, nous devons en exploiter toutes les opportunités.

Nous avons besoin d'un «**Green New Deal**». Plus vite nous nous attelons à la tâche, plus il sera facile d'organiser un avenir durable et «pauvre en carbone». Plus nous tardons à agir, plus les conséquences seront onéreuses et lourdes à supporter.

A la veille des prochaines élections législatives, «Votum Klima» entend s'assurer le soutien d'un maximum d'acteurs de la société civile et du public, afin de convaincre les futurs décideurs politiques de la nécessité, mais également des opportunités d'appliquer un virage de la politique climatique et énergétique.

Nous espérons des politiciens qu'ils aient le courage d'emprunter des voies novatrices, afin que notre pays se prépare au mieux aux impératifs de l'avenir. Nous attendons une politique qui assumera sa responsabilité à l'échelle mondiale, et ce tant au niveau de la politique nationale que de la politique européenne et internationale. Enfin, nous avons besoin des citoyennes et citoyens qui identifient la protection du climat comme une nouvelle chance pour notre société, comme une contribution à améliorer notre qualité de vie ainsi qu'à la mise en place un monde plus juste.

¹ Conférence de Peter Poschen/Organisation internationale du travail sur la thématique des «Green Jobs» («emplois verts»)

² „Klimaschutz schafft Arbeitsplätze“, www.bundesregierung.de, 9.6.2008

«Nous sommes en présence d'une urgence, et dans les situations urgentes, nous avons besoin d'actions urgentes...»

M. Ban Ki-Moon, Secrétaire général de l'ONU, le 10 novembre 2007



Ours polaires: une espèce menacée d'extinction

Le monde à la croisée des chemins

Les chercheurs sur le climat tirent la sonnette d'alarme: le changement climatique s'avère plus rapide et s'accompagne d'augmentations de température plus élevées que ne l'avait prédit le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat GIEC³ dans son rapport de 2007. L'exemple le plus impressionnant est la fonte de la banquise de l'océan arctique. Les scientifiques estiment que celle-ci pourrait avoir pratiquement disparu dès la période estivale 2010/2012, soit, avec près de 100 ans d'avance sur les hypothèses émises par le GIEC. C'est d'ailleurs avec un rythme semblable qu'évoluent la fonte des glaciers et l'acidification des océans à l'échelle mondiale.

Des scientifiques renommés travaillant sur l'évolution du climat nous mettent en garde: nous devons limiter le réchauffement mondial en dessous de 2°C par rapport à l'époque préindustrielle et introduire le plus rapidement possible des mesures globales de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Faute de quoi, nous risquons de subir, au cours de ce siècle, des changements climatiques profonds et irréversibles, qui dépasseront les facultés d'adaptation de la société humaine. Le fait d'atteindre plusieurs points de «non retour» dans le système climatique mondial au cours de ce siècle risque d'entraîner de brusques changements d'une violence croissante. Parmi les éléments susceptibles de faire basculer l'équilibre dynamique actuel, citons notamment la couche de glace qui recouvre le Groenland et l'Ouest de l'Antarctique,

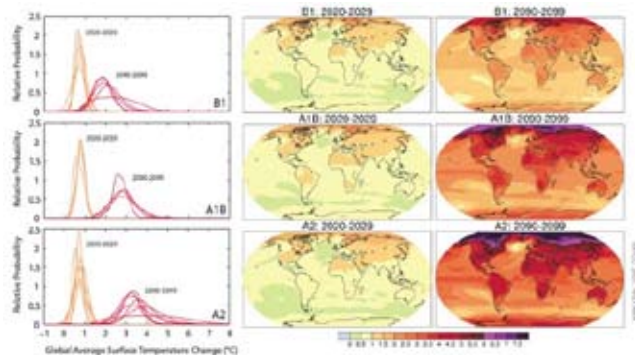
³ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat GIEC, www.ipcc.ch

2007: Grave sécheresse en Amazonie



dont la fonte intégrale provoquerait une montée du niveau de la mer de plusieurs mètres.

En 2007, les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont atteint un nouveau record. Si rien n'est fait pour inverser cette tendance, nous nous dirigeons inéluctablement vers un réchauffement mondial de 4,5°C en moyenne d'ici la fin du siècle.



Mongolie Intérieure, Chine, dévastée par une sécheresse



Le changement climatique menace notre existence

Certes, la plupart des habitants des pays industrialisés (avec certaines exceptions!) regardent les événements climatiques qui ravagent la planète, les bras croisés. Car, il sera relativement facile pour eux de se protéger des conséquences du changement climatique. Mais pour la majeure partie de la population mondiale et des écosystèmes avec leur flore et leur faune irremplaçables, le changement climatique représente une menace primordiale: le monde risque de connaître de nouvelles hécatombes, provoquées notamment par la pénurie d'eau et de nourriture, l'augmentation des maladies, des événements climatiques extrêmes, des inondations, des vagues de chaleur et des sécheresses, ainsi qu'un déplacement vertigineux des zones climatiques, auxquels seule une petite minorité des espèces vivantes sera en mesure de s'adapter.

Ce sont les populations des pays les plus pauvres du monde qui contribuent le moins au changement

climatique. Or, bon nombre de ces personnes ne peuvent guère se protéger des répercussions liées au changement climatique. Elles souffrent, d'ores et déjà, de ses conséquences et sont les plus durement touchées. En plus d'appauvrir un nombre croissant de personnes, le changement climatique vient détériorer la situation de ceux qui vivent déjà dans une extrême pauvreté.

L'Europe n'échappe pas à cette menace

L'Europe ne sera pas épargnée. De nombreux secteurs économiques, tels que l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la santé, ressentiront directement les impacts liés au changement climatique. Des vagues de chaleur comme celle de 2003, qui s'est soldée par plus de 20 000 décès supplémentaires en Europe, ne seront plus l'exception. Les événements climatiques extrêmes seront plus fréquents, tels que tempêtes, fortes précipitations, inondations, sécheresses, incendies de forêt et glissements de terrain. Ils endommageront les constructions ainsi que les infrastructures

routières et industrielles, provoqueront des pertes en termes de production agricole et se répercuteront indirectement sur d'autres secteurs.

Le changement climatique engendrera des coûts énormes

Le changement climatique ne constitue pas seulement une menace pour la survie de millions de personnes et la plupart des espèces animales et végétales, il nous place aussi, devant un défi financier, aux conséquences dommageables – si nous n'agissons pas de suite – dépassant de loin la crise conjoncturelle et financière mondiale qui nous frappe à l'heure actuelle. La publication certainement la plus connue à ce sujet, le «Stern-Report», aboutit à la conclusion que le coût engendré par le changement climatique, si nous restons les bras croisés, correspondra à une perte de 5 à 20 % du produit intérieur brut mondial. Ce qui serait, donc, comparable aux conséquences de la crise économique des années 1930. Des experts en économie estiment que les coûts



2005: Inondations dans le sud de l'Allemagne



2008: après une longue période de sécheresse, des incendies de forêt font des ravages au Portugal

2004: destruction causée par l'ouragan Charlie, Floride, Etats-Unis



liés à la protection du climat seront de loin inférieurs à ceux liés à la réparation des dommages résultants de l'inaction.

Stopper les émissions de gaz à effet de serre

La vitesse à laquelle le changement climatique menace l'existence de millions et de millions de personnes requiert de la Communauté internationale une action rapide et radicale. Nous devons très rapidement modifier nos modes actuels de production et de consommation d'énergie. **Le monde doit réussir à atteindre pour 2015, au plus tard, le pic de ses émissions de gaz à effet de serre. Et pour 2020, les pays industrialisés devront avoir réduits leurs émissions d'au moins 25 à 40% en moyenne par rapport à celles de 1990. Afin de contenir au mieux l'élévation de la température moyenne mondiale en dessous de 2°C, les émissions mondiales devront ensuite être réduites de moitié d'ici 2050. A la suite de quoi, tous les Etats de la planète devront s'orienter vers une suppression rapide**

La plus importante source de CO₂ en Europe: l'extraction et l'utilisation dans des centrales électriques de la lignite dans le bassin de Cologne, Allemagne



et intégrale de toutes les émissions de gaz à effet de serre non naturelles.

Un virage politique est nécessaire

Comme nous ne pouvons pas continuer « Business as usual » (comme d'habitude), nous devons apprendre le « Business-as-**unus**ual »: il faut revoir complètement nos concepts liés à l'énergie, de la production à la consommation en passant par les modes d'approvisionnement. La protection du climat et la justice climatique doivent être les toutes premières priorités des futurs gouvernements. Plus vite nous attaquerons les problèmes liés au changement climatique, au plus, nous aurons de la chance de circonscrire les catastrophes, les dommages et les pertes qui lui sont liés. La protection du climat englobe toute une série de dimensions: l'investissement dans les technologies durables et des millions d'emplois dans des secteurs de l'économies nationales orientées vers le futur, qui sont non tributaires des prix et tarifs à la hausse des matières premières fossiles.



Production d'éoliennes, Vestas Wind Systems A/S

Protection du climat: la politique sociale et économique de demain!

Nul ne devrait ignorer que la protection du climat offre des chances uniques au niveau social et économique. Les mesures engendrées par une politique axée sur la protection du climat créeront des millions d'emplois à l'échelle mondiale, emplois par ailleurs moins sensibles aux crises. De plus, ces mesures permettront de rehausser le niveau de vie: des maisons bien isolées sont plus attrayantes que celles exposées aux courants d'air, et un réseau de transports publics développé de manière optimale est un atout majeur en termes de qualité de vie. Sans oublier le fait que, protéger le climat signifie tout simplement, faire des économies d'énergie et d'argent, un aspect très important, notamment pour les catégories sociales les plus défavorisées.

Au niveau économique, les possibilités sont presque illimitées dans le domaine de la protection du climat: des systèmes d'alimentation en énergie décentralisés et ceux reposant sur des sources d'énergies renouvelables sont, sur le plan économique, largement plus rentables que des centrales électriques centralisées. Les gains en efficacité énergétique et en matière première sont toujours avantageux pour n'importe quelle entreprise. La protection du climat offre ainsi la possibilité unique d'allier l'écologie, l'économie et le social – une situation Win-Win-Win.

La protection des forêts tropicales, un élément essentiel de la protection du climat

La destruction des forêts tropicales continue de progresser de plus en plus rapidement. Pourtant, ces forêts alimentent

les populations en matières premières, en nourriture, en eau potable, en air pur, en précipitations et en d'innombrables autres «prestations de nature écologique». Avec la disparition des forêts tropicales, c'est une multitude de plantes et d'animaux qui disparaissent. Selon les dernières estimations, l'espace de vie et les moyens de subsistance de plus de 150 millions de personnes se trouve ainsi menacés.

La destruction des forêts contribue massivement au changement climatique: les forêts sont en effet de grands réservoirs de carbone. Environ 20% des émissions de gaz à effet de serre du monde entier sont dû à la déforestation et aux incendies de forêts pratiqués pour l'exploitation du bois, les cultures industrielles et l'élevage. Cela représente plus de CO₂ que les émissions produites par la circulation sur le plan mondial. La communauté internationale est appelée à mettre sans tarder à disposition des Etats concernés des aides institutionnelles, techniques et financières afin de stopper la destruction des forêts tropicales.



Incinération des forêts tropicales,
Brésil, 2008

Responsabilité des pays riches

Les pays industrialisés ont une responsabilité historique et morale en matière de lutte contre le changement climatique. Car ils sont pour une large part responsables de ce problème. Ce sont également eux qui, grâce à leur puissance économique, sont financièrement en mesure de pouvoir agir. Conformément au principe du pollueur payeur, il leur incombe, donc, de payer la facture des dommages climatiques et de s'acquitter des frais d'adaptation des pays de développement qui sont particulièrement touchés. De plus, ils doivent assister ces pays dans la mise en place de nouvelles politiques d'approvisionnement en énergie compatible avec la protection du climat. Cela n'a rien d'une aumône, ce n'est que justice. La politique climatique et énergétique doit dorénavant faire partie intégrante des politiques d'aide au développement. Il s'agit de la seule solution réaliste pour surmonter la pauvreté, atteindre les objectifs de développement du millénaire et stabiliser le réchauffement climatique.

Le moment d'agir, c'est MAINTENANT

Il ne nous reste que quelques années pour contenir le changement climatique et empêcher des répercussions catastrophiques pour notre planète et l'humanité. En préparation de la Conférence de Copenhague de décembre 2009, la communauté internationale est en train de négocier le contenu de l'accord qui succédera à l'actuel protocole de Kyoto qui arrive à échéance en 2012. L'un des défis de ces négociations sera d'associer tous les pays industrialisés (dont les Etats-Unis, absents jusqu'à présent) et les pays émergents dans un futur système international contraignant qui permettra de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Pour cela, il faudrait que les pays industrialisés acceptent de réduire effectivement leurs émissions sur leur territoire, au lieu de s'exonérer de leurs obligations de réduction par l'achat de crédits d'émission. C'est l'unique solution pour que les pays émergents se déclarent prêts à apporter leur contribution à la protection du climat.



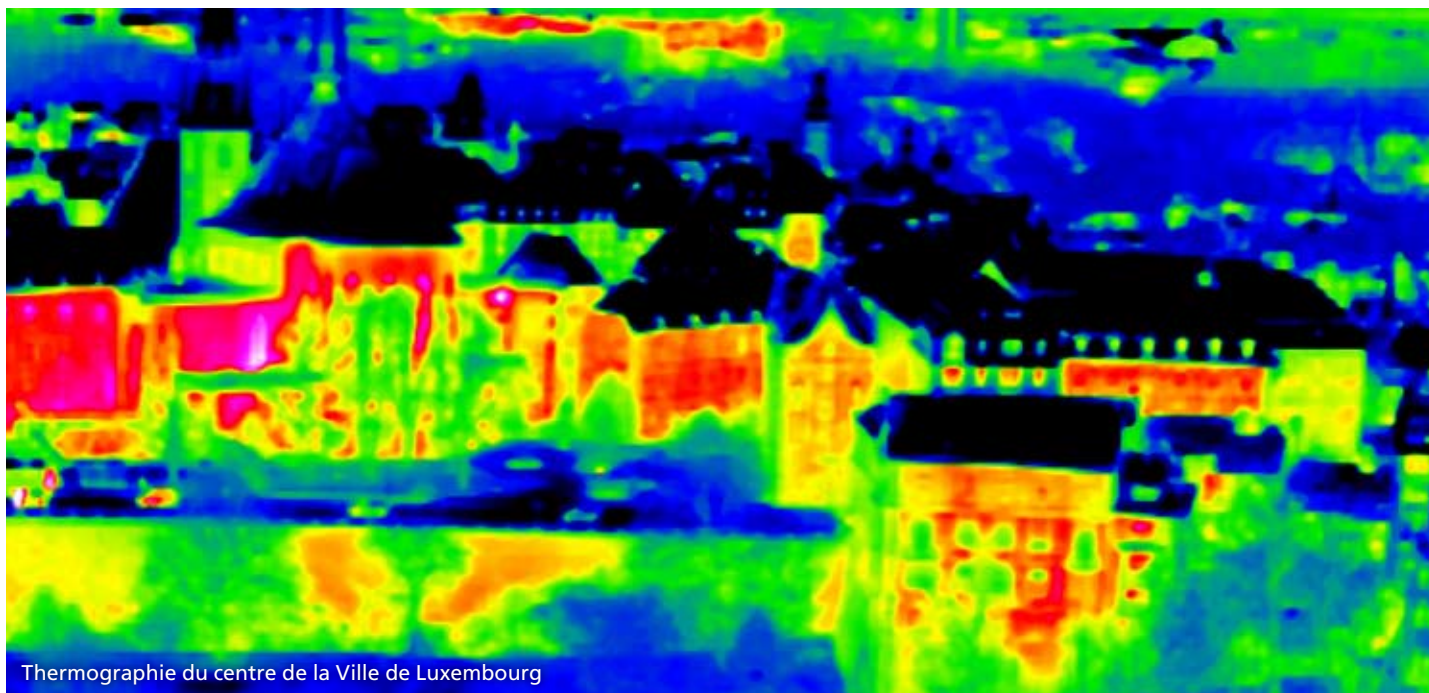
«Lançons une nouvelle révolution copernicienne, une révolution de la pensée, une révolution de l'action.»

(Ban Ki-Moon, Secrétaire général de l'ONU, discours d'ouverture de la 12ème Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, Poznan, Pologne, le 11 décembre 2008)

Un virage de la politique climatique et énergétique du Luxembourg est possible!



Le Luxembourg est un des pays les plus riches au monde. Il ne pourra pas se soustraire plus longtemps à sa responsabilité sur le plan de la protection du climat. En effet, le Luxembourg est parfaitement en mesure d'atteindre ses objectifs dans le domaine de la protection du climat, à condition de réaliser un véritable changement en profondeur de la politique climatique et énergétique. Le potentiel d'y arriver est bien présent, ce qu'il nous faudrait c'est la volonté de l'ensemble de la société de vouloir changer la politique climatique.



Thermographie du centre de la Ville de Luxembourg

La protection du climat est certes une nécessité, mais également une chance pour notre société. Il est de notre intérêt de réduire radicalement notre dépendance aux énergies fossiles, afin que les ménages, les PME et l'industrie s'affranchissent des frais énergétiques fluctuants et sans cesse croissants. L'économie a tout intérêt à utiliser des modes de production économes en énergie et à promouvoir leur développement, à investir dans les technologies les plus efficaces sur le plan énergétique, dans les énergies renouvelables, la rénovation des bâtiments ou encore à développer le conseil énergétique. Ces choix créeront des avantages concurrentiels et de nombreux emplois nouveaux.

C'est dès à présent que nous avons besoin de ce «Green New Deal»! Plus vite nous nous attèlerons à la tâche, plus il sera facile de mettre en place un futur «low carbon». Plus nous tarderons, plus il sera difficile, à l'avenir, de s'adapter aux défis de la protection du climat, de la production, de l'approvisionnement et de la distribution de l'énergie et, surtout, au bouleversement économique.

VOTUM KLIMA REVENDIQUE

Fixer des objectifs de réduction
en fonction des exigences
de la protection du climat:
au moins 30% d'ici 2020

L'efficacité énergétique
et l'approvisionnement
décentralisé en énergie
doivent devenir des priorités

Energies renouvelables au
Luxembourg: exploiter enfin
les potentiels existants

Refuser l'énergie nucléaire

Agir sur place au lieu d'acheter
des crédits d'émission

Non à 10% d'agrocarburants dans
le secteur des transports

Renforcer les transports publics

Abaissier les émissions de
gaz à effet de serre dans
l'agriculture, promouvoir
davantage l'agriculture
biologique

Créer des structures per-
mettant des marges d'action

Proposer des mesures
de protection climatique
et d'économie d'énergie
socialement acceptables

Transformer graduellement la politique finan-
cière: entamer une réforme fiscale écologique,
supprimer les politiques de subvention néfastes
pour le climat

La politique de
développement et l'équité
climatique forment un tout

Orienter la politique économique et les classes
moyennes sur la protection climatique

Restructurer la place
financière du Luxembourg
pour en faire un moteur du
développement durable

Le Luxembourg doit s'engager en faveur d'une politique
européenne climatique et énergétique ambitieuse.

Fixer des objectifs de réduction en fonction des exigences de la protection du climat: **une réduction de minimum 30% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020**

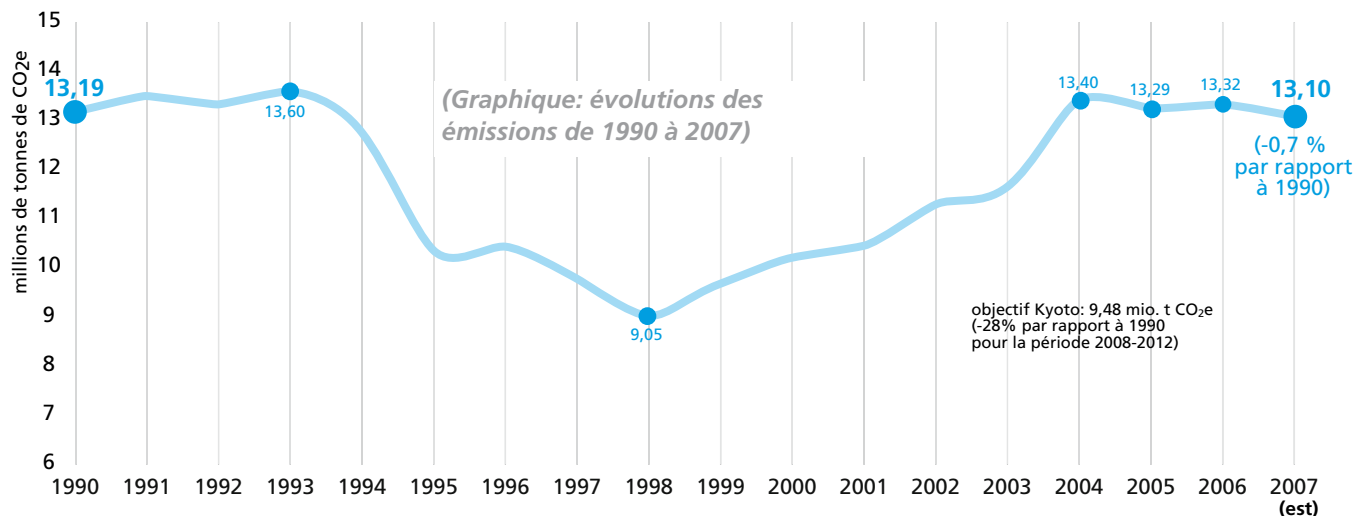
Les pays industrialisés ont une responsabilité historique. Ils doivent être les pionniers en matière de protection du climat et prouver leur crédibilité, en réduisant massivement leurs propres émissions sur leur territoire. C'est l'unique voie pour que les pays émergents et les pays en développement soient disposés à apporter également leur contribution à la protection du climat. Le Luxembourg ne peut pas se soustraire plus longtemps à cette responsabilité.

Le Luxembourg qui présente les plus fortes émissions par habitant et le niveau de vie le plus élevé d'Europe est, dans le même temps, le pays européen le moins disposé à contribuer par ses propres efforts à la protection du climat. La politique actuelle du Luxembourg a pour conséquence que le pays n'atteindra ses objectifs que sur le papier. Car, l'objectif de Kyoto de réduire de 28% les émissions de gaz à effet de

serre d'ici 2012 (par rapport aux émissions de 1990) n'est satisfait presque exclusivement que par l'acquisition de crédits d'émission à l'étranger. Seule une part minime des réductions est réalisée dans le pays lui-même: en 2007, les émissions accusaient une valeur qui, selon les estimations, n'était que de 0,7%⁴ inférieure à celle de l'année de référence de Kyoto (1990).

Le temps est venu de mettre un terme à cette situation: le Luxembourg doit s'engager à réduire ses émissions d'ici 2020 d'au moins 30% (par rapport aux émissions de l'année 2005) uniquement par des mesures domestiques. D'autant plus que cela

⁴ Ministère de l'Environnement, Conférence de presse du 15 décembre 2008



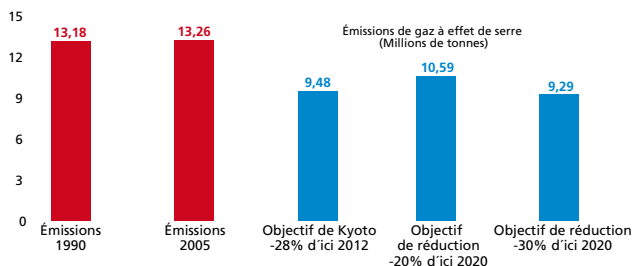
Source: Ministère de l'Environnement, 2008

devrait lui permettre de remplir parallèlement les prescriptions de l'UE en matière de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Ces objectifs sont parfaitement réalisables car les potentiels de réduction sont bien plus élevés. Mais pour les atteindre, il est indispensable de modifier en profondeur la politique climatique.

Notre exigence de voir les émissions de gaz à effet de serre se réduire d'au moins 30% au Luxembourg, repose sur les études scientifiques qui démontrent que les pays industrialisés doivent impérativement abaisser leurs émissions d'au moins 25 à 40% d'ici 2020.

Par ailleurs, la diminution des émissions d'au moins 30% (par rapport à celles de 2005) n'est pas un durcissement de l'objectif de Kyoto. Elle en prolonge, simplement, le délai accordé au Luxembourg pour s'y conformer: suivant l'engagement de Kyoto, le Luxembourg doit réduire ses émissions à 9,48 millions de tonnes de CO₂ d'ici 2012. Nous revendiquons une réduction de 30%, ce qui équivaut à une réduction des émissions de gaz à effet de serre à env. 9,29 millions de tonnes⁵, mais seulement d'ici 2020.

Objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour le Luxembourg



La convention cadre du climat a adopté le principe des responsabilités communes et partagées entre les différents

pays ce qui a amené la Commission européenne à proposer un principe de solidarité intra-européen. Conformément au paquet Energie-Climat récemment adopté par l'UE, le Luxembourg s'est d'ores et déjà engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 20% d'ici 2020. Si fin 2009, un accord, intégrant les Etats-Unis et les pays émergents, est trouvé pour succéder au protocole de Kyoto, les objectifs nationaux de réduction au sein de l'UE seront vraisemblablement renégociés. Le Luxembourg, en sa qualité de pays le plus riche de l'UE, devra se déclarer prêt, par rapport aux Etats plus pauvres de l'UE, à réduire d'au moins 30% ses émissions de gaz à effet de serre.

La fin du « tourisme à la pompe » est un impératif pour atteindre les objectifs

L'augmentation considérable des ventes de carburants entraîne, depuis la fin des années '90, le non-respect par le Luxembourg de ses obligations en matière de protection du climat. Le fait que la majeure partie du carburant ne soit pas consommée sur le territoire luxembourgeois n'empêche pas que ce carburant soit imputé au bilan CO₂ du Luxembourg et qu'il soit, si nous perdurons dans cette voie, la cause pour laquelle nous ne pourrions atteindre ni les objectifs de Kyoto, ni ceux du paquet Energie-Climat de l'UE, ni davantage ceux relatifs au développement des énergies renouvelables ou encore ceux liés à l'efficacité énergétique.

La vente de carburant (tant l'exportation que la consommation au niveau nationale) est le secteur appelé à contribuer de manière la plus significative aux objectifs de réduction du CO₂ du Luxembourg. Sans la sortie progressive du système des exportations de carburant, les objectifs en matière de protection du climat ne pourront pas être atteints.

Or, pour le Luxembourg, la sortie progressive du « tourisme à la pompe » représente un problème financier. En effet, l'harmonisation fiscale du prix du gasoil à l'échelle de l'UE

⁵ Dont 7,46 millions de tonnes dans le secteur non-ETS et 1,82 millions de tonnes dans le secteur ETS (soumis au commerce des émissions)



La vente de carburants à bas prix constitue la raison principale du mauvais bilan climatique du Luxembourg

interviendra dans les prochaines années et entraînera, sans aucun doute, une réduction nette des exportations de carburant. Ce qui pourrait creuser un «trou» d'un montant annuel d'environ un milliard d'euros (plus de 15%) dans le budget de l'Etat. Reste à établir comment il pourra être comblé.

Dans sa prise de position du 29 septembre 2008 sur le développement durable des finances publiques, le Conseil Supérieur pour un Développement Durable fait remarquer:



«Ce qui de prime abord peut sembler n'être qu'une simple décision d'optimisation budgétaire, s'avère être, à y regarder de plus près, une question clé pour le modèle luxembourgeois. Les recettes fiscales issues de la vente de carburant (...) maintiennent, ensemble avec certaines autres recettes fiscales exceptionnelles, l'ensemble des mécanismes du modèle en état de marche, alors qu'elles permettent de contenir les coûts de travail à un niveau modéré. Si ces ressources doivent être utilisées à l'avenir pour l'achat de crédits ou s'amoinдрissent fortement à cause des mesures de réduction de la consommation de carburant, la structure financière sera ébranlée. (...) Tel est le futur explosif économico-social du développement de notre pays.»

Le futur gouvernement sera, donc de toute façon, contraint de développer des sources de recettes alternatives pour compenser les pertes imminentes en recettes fiscales. Cela concerne les ventes de carburant au même titre que les recettes issues d'autres «niches», telles que le e-commerce, les impôts sur l'alcool et le tabac, pour lesquelles une harmonisation des taux d'imposition est programmée au niveau européen.

Prévoir la sortie du « tourisme à la pompe » est donc importante d'un double point de vue: satisfaire les objectifs de protection du climat pour le Luxembourg et la création d'une assise plus durable pour les finances de l'Etat. Au lieu d'encourager la consommation des ressources naturelles - comme il le fait avec les exportations de carburant - le gouvernement devrait

favoriser une gestion économe de ces ressources et sanctionner leur gaspillage de manière conséquente.

Il existe d'ores et déjà des approches quant à la manière de compenser les pertes potentielles de recettes issues des ventes de carburant. Il appartient au prochain gouvernement de les développer et de les mettre en œuvre.

La protection du climat dans tous les secteurs est nécessaire, utile et réaliste

Le Luxembourg pourrait largement remplir son objectif de réduction des gaz à effet de serre d'ici 2020 en renonçant entièrement aux exportations de carburant. Or, pour protéger globalement le climat, diminuer notre dépendance par rapport aux sources d'énergie fossiles et pour éviter les fluctuations haussières des coûts énergétiques, il convient de réduire les émissions

de gaz à effet de serre dans tous les secteurs d'activités plutôt que de transférer le problème à l'étranger via l'achat de crédits d'émission.

Les ménages privés, les commerces, l'artisanat, l'industrie et l'agriculture ainsi que le marché du travail en seront les bénéficiaires. Les investissements dans les énergies renouvelables, l'isolation des bâtiments, le conseil énergétique et le développement de la production d'énergie décentralisée à l'échelle du pays sont susceptibles de créer un nombre considérable d'emplois nouveaux au Luxembourg et dans la Grande Région. Par ailleurs, le développement de l'agriculture biologique contribuera, non seulement, à la protection du climat mais, permettra d'approvisionner le marché des produits biologiques en plein essor. Enfin, le développement massif des transports publics et des modes de déplacement non motorisés n'est pas seulement bénéfique à la protection du climat, mais contribue à diminuer considérablement les impacts négatifs liés au trafic, embouteillages, accidents, dégradation de la qualité de l'air, etc.

Sur la base des études réalisées pour le compte du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur ainsi que pour le Ministère de l'Environnement, le potentiel global de réduction des émissions de gaz à effet de serre, par le biais de mesures d'efficacité énergétique, d'économie d'énergie et du développement des énergies renouvelables, y compris la sortie des exportations de carburant, peut être estimé à au moins 50% pour 2020.

Il existe une autre raison importante pour promouvoir le développement de mesures liées à la protection du climat dans tous les secteurs d'activité au Luxembourg: comme l'ensemble des pays industrialisés, nous devons nous préparer à devoir réduire intégralement nos émissions à long terme. Plus tôt nous attaquerons à cette tâche, plus il nous sera facile de sortir de l'ère du carbone.



La protection du climat crée des nouveaux emplois.
Exemple: l'isolation des bâtiments

Agir sur place au lieu d'acheter des crédits d'émission



La manière dont les pays industrialisés réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre

Selon le principe «des responsabilités communes et partagées», les pays riches doivent contribuer davantage que les Etats pauvres à la protection du climat. Ce principe est reconnu en Europe et dans le monde entier, il devrait servir de ligne directrice au futur gouvernement.

En termes concrets, cela signifie que le Luxembourg doit d'abord agir sur son territoire et prendre des mesures pour la protection du climat, au lieu de se soustraire à ses obligations de réduction par l'achat de crédits d'émission (les «Mécanismes de Développement Propre», en abrégé, le MDP).

Lors de la Conférence Internationale sur la Protection du Climat de Poznan en 2008, les Mécanismes de Développement Propre ont été largement critiqués ; et cela n'a rien d'étonnant. Des analyses réalisées à l'échelle mondiale sur les MDP existants ont permis de conclure que les projets générés par les crédits d'émission sont pour la plupart douteux. C'est la raison pour

laquelle les «Mécanismes de Développement Propre» doivent être entièrement réformés.

Afin de réduire, d'ici 2020, ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 30%, le Luxembourg ne doit et ne peut recourir qu'à des mesures domestiques de réduction, afin d'éviter d'investir des millions et des millions d'euros dans l'achat de crédits d'émission problématiques à l'étranger. Les coûts engendrés par l'achat de crédits d'émission durant la période de Kyoto, qui s'étale de 2008 à 2012, se situeront, selon les estimations, entre 215 et 250 millions d'euros⁶. Ces fonds ne seront donc plus disponibles pour les mesures nationales liées par exemple à la réduction de la dépendance des ménages privés aux énergies fossiles ainsi qu'aux économies d'énergie.

Nous exigeons, pour la phase actuelle liée au protocole de Kyoto (2008-2012), un moratoire sur l'achat de nouveaux crédits MDP ainsi que la vente immédiate des droits liés aux puits de carbone⁷. Le gouvernement doit aussi rendre publique la liste de l'ensemble des projets MDP et ceux de Mise en Œuvre Conjointe⁸, pour les crédits achetés à ce jour.

⁶ Calculs réalisés sur la base des réponses du Ministre de l'Environnement à deux questions parlementaires

⁷ Dans la pratique, les monocultures dans l'hémisphère Sud – souvent d'eucalyptus – constituent la majeure partie des projets liés aux puits de carbone. Bien qu'elles soient les plus rapides à absorber le dioxyde de carbone, elles vont fréquemment de pair avec des expulsions et/ou l'exploitation de petits agriculteurs et d'indigènes et la destruction de la biodiversité.

⁸ Mise en Œuvre Conjointe: le concept de Mise en Œuvre Conjointe (MOC) désigne, en plus du MDP, un autre mécanisme flexible prévu au protocole de Kyoto et destiné à réduire des émissions de gaz à effet de serre.

Les décisions les plus récentes en rapport avec le paquet Climat-Energie de l'UE accordent, au Luxembourg, la possibilité de compenser pour chaque année de la période 2013 à 2020, 4% des émissions produites en 2005, par le biais de «mécanismes flexibles». Si cela peut sembler insignifiant, à y regarder de plus près, l'on constate que le Luxembourg pourra ainsi s'exonérer au total de 40% de ses obligations de réduction normalement prévues au niveau des ménages, des commerces, de l'artisanat, des transports et de l'agriculture, par l'achat de crédits d'émission à l'étranger,

Le prochain gouvernement devra s'engager à ne pas épuiser ces possibilités et à ne recourir aux crédits issus des «mécanismes flexibles» que a) s'ils ont été générés après

une réforme réalisée selon des critères d'additionnalité⁹ et de durabilité plus stricts, et b) s'il est conclu un accord mondial succédant au protocole de Kyoto, qui implique un objectif de réduction plus élevé pour l'UE, ce qui impliquerait pour le Luxembourg un objectif supérieur à 30 %.

⁹ Le principe de l'additionnalité est l'exigence centrale pour tous les projets MDP. Un projet est réputé additionnel s'il conduit à des réductions d'émissions supplémentaires, qui ne se seraient pas produites dans un autre contexte. Le principal problème pour démontrer l'additionnalité consiste en la prévision du développement des émissions, qui auraient été produites sans le projet. La performance, en termes de réduction, d'un projet MDP est toujours hypothétique, car les émissions effectives liées au projet sont comparées à un scénario de référence, qui calcule les émissions produites si le projet n'était pas réalisé. Chaque MDP, surévalué ou non-additionnel, équivaut à un supplément d'émissions. Selon les évaluations, la moitié de tous les MDP ne seraient absolument pas additionnels.

Créer des **structures** permettant des marges d'action



Transport public ou chaos ?

Il est impératif de se fixer des objectifs de réduction concrets et obligatoires. Leur réalisation ne peut se faire que par le biais de changements structurels. Afin que la protection du climat ne soit plus le laissé pour compte de la politique luxembourgeoise, nous réclamons une politique cohérente à tous les niveaux, tant au sein du gouvernement qu'entre l'Etat, les communes, les ménages, l'artisanat, le commerce et l'industrie.

A l'heure actuelle, les structures étatiques et les processus de décision au Luxembourg ne donnent pas la priorité à la protection du climat. Car les gouvernements successifs n'ont pas su remplir leur mission de coordinateur d'une politique nationale et cohérente pour la protection du climat. A la place, ce sont l'éparpillement des compétences et l'absence générale d'objectifs concrets pour la protection du climat à court, à moyen et à long terme ainsi que le manque de

stratégies de mise en œuvre qui ont plutôt caractérisé la politique.

Pour répondre à la grave crise environnementale que nous vivons actuellement, nous devons forcément donner plus d'importance au développement durable et à la protection du climat, et partant, à la politique énergétique qui y est étroitement associée. Il est donc pertinent et cohérent, en vue d'un regroupement des compétences, de créer un Ministère de l'Avenir, au sein duquel tant le développement durable que la protection du climat et la politique énergétique y seront au premier plan. A l'avenir, la protection du climat devra également revêtir un plus grand rôle dans d'autres ministères, notamment dans ceux dont les compétences se situent au niveau l'aménagement du territoire national, de la mobilité et de la construction.



Afin de garantir l'adéquation entre l'ensemble des projets d'investissement, les lois, les objectifs de protection du climat et les stratégies connexes, il y a lieu d'introduire, à l'instar de la «Fiche technique budgétaire», une «Fiche technique Climat». Celle-ci devrait être présentée avant toutes décisions et faire partie intégrante du débat public.

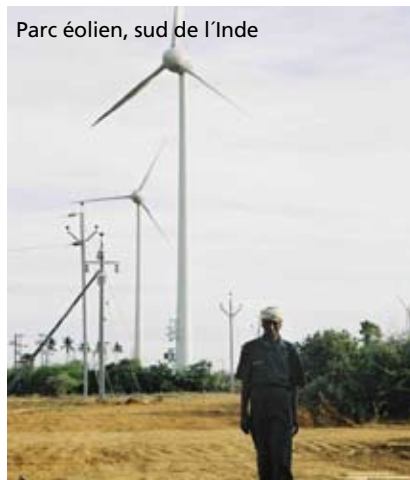


Une politique climatique et énergétique efficace nécessite la coopération de l'Etat et des communes. C'est la seule manière pour l'Etat de s'assurer un accueil favorable à la politique climatique nationale. De nombreux exemples d'action, surtout dans les communes de l'Alliance pour le Climat, prouvent que les communes peuvent parfaitement toucher les citoyens via des informations et les inciter à entreprendre des actions concrètes allant dans le sens de la protection du climat.

Le Luxembourg doit se doter, en outre d'une offre exhaustive de conseil dans le secteur énergétique pour les ménages, les entreprises et les administrations, misant sur la complémentarité et l'action coordonnée entre les acteurs étatiques, communaux et privés.



Puits asséché, Burkina Faso



Parc éolien, sud de l'Inde



Nettoyage d'un four solaire servant à cuisiner, Rajasthan, Inde

La politique de développement et **l'équité climatique** forment un tout

Bien que les populations des zones les plus pauvres de la terre aient le moins contribué au changement climatique, ce sont elles qui sont le plus affectées par notre gaspillage d'énergie et notre utilisation effrénée de combustibles fossiles. Il leur manque les ressources nécessaires pour s'adapter efficacement à ce nouveau contexte et transformer leurs propres économies dans le sens d'un approvisionnement en énergie durable. Les pays industrialisés ont, outre leurs obligations de réduction, le devoir moral de soutenir les populations des pays en développement et de réduire leur incapacité à combattre les conséquences du changement climatique.

Nous exigeons que la situation générée par le changement climatique devienne un élément clé de la politique de développement tant au niveau national qu'eupéen. Le Luxembourg, en plus de ses propres efforts domestiques à réaliser pour la protection du climat, doit contribuer à mettre le plus rapidement possible à la disposition des régions concernées,

dans tous les pays ciblés par la politique nationale d'aide au développement, des moyens financiers globaux permettant l'adaptation au changement climatique, ainsi que son savoir-faire technique pour un approvisionnement en énergie propre. Or ces moyens d'adaptation devront être financés, en plus des engagements déjà existants au moyen des fonds de l'Aide Publique au Développement (Official Development Assistance, ODA). Même si les stratégies d'adaptation au changement climatique doivent être intégrées dans les stratégies générales de coopération au développement, toute confusion des moyens financiers doit être évitée.

La protection contre les catastrophes ainsi que l'aide dans les situations d'urgence sont des éléments importants de la coopération au développement luxembourgeoise et européenne. Le réchauffement climatique provoque la multiplication d'événements climatiques extrêmes et donc, inévitablement, une augmentation des catastrophes environnementales. Des efforts plus intensifs du

gouvernement en concertation avec les acteurs concernés (organisations non gouvernementales, instituts de recherche, etc.), sont donc indispensables.

Les pays industrialisés, dont le Luxembourg, doivent veiller à ce que leurs activités (par exemple leur politique commerciale, agricole, de pêche, de l'environnement ou de l'immigration) n'aient pas un impact négatif sur les pays en développement. Il s'agit en l'occurrence d'abolir les subventions néfastes pour le climat, dans le secteur énergétique, de donner la priorité à l'efficacité énergétique et de recourir à des sources d'énergie renouvelable dans les projets de politique extérieure des pays industrialisés.

Il est impératif d'élaborer un code de bonnes conduites obligatoire sur le plan écologique et social pour les entreprises transnationales, et des règles contraignantes pour les

entreprises responsables de dommages climatiques du fait de l'utilisation de ressources naturelles. Il faut veiller à la garantie des droits d'accès (droits de jouissance de la terre, de l'eau et autres droits de jouissance) et surtout à de meilleures conditions de participation des communautés locales et indigènes à l'utilisation des ressources biologiques et des zones protégées, ainsi qu'au renforcement de leurs droits de disposition relatifs à l'utilisation des espaces vitaux. Nous exigeons le respect de ces droits également à l'égard des pays cibles de l'aide au développement du Luxembourg. **Notre pays doit, par ailleurs, s'engager, au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), afin que la protection de l'environnement et du climat, la préservation des ressources et la lutte contre la pauvreté soient placées au-dessus des intérêts du libre-échange non réglementé. Ces objectifs sont indispensables en vue d'une équité climatique.**

Autres revendications à l'adresse de la future politique climatique du Luxembourg

La protection des forêts tropicales, élément essentiel de la protection du climat

Le Luxembourg doit s'engager pour un arrêt de la déforestation des forêts tropicales. Il y a lieu de libérer des fonds pour la protection des forêts tropicales: le Luxembourg devrait, à l'instar de l'Allemagne et de la Norvège, apporter sa participation financière à la protection des forêts tropicales. Par ailleurs, l'arrêt immédiat du commerce illégal de bois en Europe s'impose de toute urgence.

L'efficacité énergétique et l'approvisionnement décentralisé en énergie doivent devenir des priorités

Sans une nette diminution de la consommation en énergie, nous ne pourrons pas atteindre nos objectifs

de protection du climat. Les économies d'énergie, l'accroissement de l'efficacité, l'approvisionnement en énergie décentralisée sur la base d'une production combinée hautement efficace de chaleur et d'électricité, ainsi que l'utilisation des énergies renouvelables sont des éléments clés d'une alimentation en énergie sûre et propre.

La promotion de l'efficacité énergétique et des économies d'énergie doivent figurer parmi les priorités du futur gouvernement. Le Luxembourg diminuera ainsi sa dépendance aux importations énergétiques de plus en plus onéreuses, tout en contribuant indirectement, par exemple dans le domaine de la production d'électricité, à la protection du climat dans les pays exportateurs d'électricité.

Une autre priorité réside dans le développement de systèmes énergétiques durables et décentralisés. Ceux-ci produisent moins d'émissions de dioxyde de carbone, sont moins chers,

plus efficaces et plus sûrs, réduisent la dépendance aux combustibles importés, créent des emplois et renforcent les liens communautaires. L'exemple de la commune de Beckerich est une preuve impressionnante qu'un approvisionnement décentralisé en énergie peut fonctionner également au Luxembourg.



Installation biogaz :
une partie du réseau chaleur
à Beckerich

Energies renouvelables au Luxembourg: exploiter enfin les potentiels existants

Un développement intensif des énergies renouvelables au Luxembourg ne bénéficiera pas seulement à la protection du climat et à l'alimentation en énergie, mais stimulera également le progrès technique et créera des emplois orientés vers le futur. La politique a pour mission d'établir des conditions cadres appropriées et de stimuler l'intérêt pour les énergies renouvelables.

La part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie au Luxembourg, conformément à la directive européenne récemment adoptée sur les énergies renouvelables, doit passer de l'ordre actuel de 0,9% à 11% d'ici 2020. Cet objectif est essentiellement réalisable par

l'application de mesures domestiques, sous réserve d'une sortie progressive des exportations de carburant.

L'étude «LuxRes»¹⁰ du Ministère de l'Environnement démontre que le Luxembourg dispose lui aussi d'importants potentiels en matière d'énergies renouvelables. L'étude explique en outre que la promotion des énergies renouvelables au Luxembourg implique certes des coûts mais que, du fait de l'économie en termes de coûts engendrés par l'achat de combustibles fossiles, l'impact sur le bilan économique est positif. Compte tenu de l'augmentation inévitable des coûts de l'énergie, l'effet positif de l'exploitation de sources domestiques d'énergies renouvelables sera d'autant plus grand.

¹⁰ Détermination des potentiels et élaboration de stratégies pour le renforcement de l'utilisation d'énergies renouvelables au Luxembourg, Fraunhofer Institut et autres, pour le compte du Ministère de l'Environnement, 2007



La protection du climat crée de nouveaux emplois.
Exemple : les énergies renouvelables

Non à 10% d'agrocarburants dans le secteur des transports

La directive sur les énergies renouvelables impose une part d'énergie renouvelable dans le secteur des transports de l'ordre de 10% de la consommation finale d'énergie d'ici 2020. Le Luxembourg doit renoncer à l'utilisation d'agrocarburants pour atteindre cet objectif, si l'on fait abstraction de ceux produits localement en faible quantité. La production d'agro-carburants en grande quantité mettrait en péril la sécurité alimentaire sur le plan mondial. De plus, leur contribution à la protection du climat est extrêmement controversée. Le Luxembourg doit donc prioritairement abaisser sa consommation élevée en carburant et privilégier l'électricité issue des énergies renouvelables, afin d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le secteur des transports.

Refuser l'énergie nucléaire

L'énergie nucléaire est une technologie chère et dangereuse. Elle empêche les investissements nécessaires dans les énergies renouvelables. En outre, ce type de production d'énergie est lié à des problèmes de disponibilité des matières premières fissiles, de sécurité, d'élimination des déchets et de prolifération nucléaire. **C'est la raison pour laquelle le gouvernement luxembourgeois doit s'engager contre l'utilisation et le développement de l'énergie nucléaire.** Il devrait inciter les petits, moyens et grands consommateurs d'énergie du pays à renoncer à l'énergie nucléaire et couvrir les besoins énergétiques du pays davantage à l'aide d'énergies renouvelables.



(1) + (2): Le Luxembourg a besoin de nouveaux concepts de mobilité

Renforcement des transports publics et du transport des marchandises, aménagement du territoire cohérent et mobilité durable

Le développement conséquent des transports publics est la « conditio sine qua non » d'une nouvelle mobilité: à cet effet, il importe de fixer des priorités financières précises dans le budget de l'Etat, au détriment du transport individuel. Pour des raisons de protection de l'environnement et du climat, et pour mettre un terme au chaos sur nos routes, la part des transports publics sur le total de la circulation au Luxembourg doit, à l'échelle du pays, passer de 12% environ à au moins 25%.

La politique de protection du climat requiert également une planification territoriale et une politique de construction cohérente, qui permette d'assurer une desserte optimale par les transports publics.

Dans l'optique d'une politique des trajets courts, dans laquelle les lieux de travail et de résidence sont rapprochés autant que possible, il y a lieu de prévoir l'aménagement de nouvelles zones d'activités le long des voies ferrées et de décentraliser les activités. Le plan sectoriel de construction de logements doit être harmonisé avec le plan sectoriel de mobilité.

Si la « Mobilitéitszentral » (Centrale Mobilité) et le « Verkéiersverbond » (la Communauté des Transports) doivent contribuer à la réduction des émissions de CO₂, il faut qu'ils gagnent fortement en efficacité et disposent des moyens financiers et d'un effectif bien plus importants.

Le transport de marchandises devrait, dans la mesure du possible, être transposé sur les rails. Il faudra s'assurer de la possibilité de transporter les marchandises par rail pour des distances de moindre importance dans l'ensemble du pays. Pour financer ces mesures, l'introduction d'un péage pour poids lourds en fonction du kilométrage mérite d'être analysée.

Abaisser les émissions de gaz à effet de serre dans l'agriculture, promouvoir davantage l'agriculture biologique

L'agriculture au Luxembourg est responsable d'environ 5% des émissions de gaz à effet de serre. Une diminution des gaz à effet de serre, notamment du méthane et du protoxyde d'azote, est parfaitement réalisable, en particulier dans l'élevage et lors de l'utilisation d'engrais, ainsi que par le biais d'une meilleure assimilation du carbone dans les sols, de la production de biogaz et de la promotion de l'agriculture biologique, dont la part doit être augmentée d'actuellement 3% à au moins 10% de la surface agricole utile d'ici 2020.

Proposer des mesures de protection climatique et d'économie d'énergie socialement acceptables

Les prix énergétiques en hausse et les répercussions du changement climatique frappent également les populations des pays industrialisés. Pour éviter que les personnes socialement défavorisées au Luxembourg soient les victimes du renchérissement des coûts énergétiques ou des obligations découlant des mesures de protection du climat, il est indispensable de développer des concepts pour la promotion des mesures d'économie d'énergie qui soient socialement accessibles. En outre, il y a lieu d'instituer au cours de la prochaine législature, un groupe de travail, au sein duquel les partenaires sociaux et le gouvernement seraient représentés, afin de traiter les répercussions du changement climatique sur le marché du travail et de développer les meilleures solutions.

Afin de permettre à tous les citoyens de vivre dans un environnement écologique et socialement équitable, de nouveaux instruments financiers et fiscaux s'imposent. Des crédits publics à taux zéro, des possibilités d'amortissement ou des avantages fiscaux pour les bailleurs, une consultation gratuite ainsi que des aides ciblées pour les personnes démunies ne sont que quelques-unes des voies, que le gouvernement, en accord avec les partenaires sociaux, devrait examiner et mettre en œuvre.

Par ailleurs, la lutte contre le changement climatique doit viser à combattre la pauvreté énergétique et à soutenir les ménages à faibles revenus afin qu'ils puissent rester chez eux. Nous exigeons donc l'introduction d'un droit d'accès à l'efficacité énergétique et soulignons la nécessité de garantir à chacun l'accès au chauffage, à l'eau chaude et à l'électricité.

Le transport de personnes doit être organisé durablement dans le but de réduire fortement les émissions de gaz à effet de serre, sans peser pour autant sur les ménages à faible revenu. Un réseau de transports publics bien développé, des concepts de mobilité pour les entreprises ainsi que la mise en place d'un

service de taxi social figurent parmi les possibilités permettant de garantir une mobilité socialement et écologiquement équilibrée.

Transformer graduellement la politique financière: entamer une réforme fiscale écologique, supprimer les politiques de subvention néfastes pour le climat

Il est grand temps d'introduire une réforme fiscale tenant compte des réalités environnementales. Cette tâche incombe notamment au Ministre du Budget et à celui des Finances. Toutes les pratiques de subvention de l'Etat doivent être examinées sur le plan de leur compatibilité avec les critères de durabilité et, le cas échéant, supprimées. Il y a lieu par ailleurs d'intégrer les aspects de durabilité dans les différents secteurs de l'économie, par ex. dans le cadre de l'encouragement de mesures de protection du climat et de l'environnement au sein des entreprises.

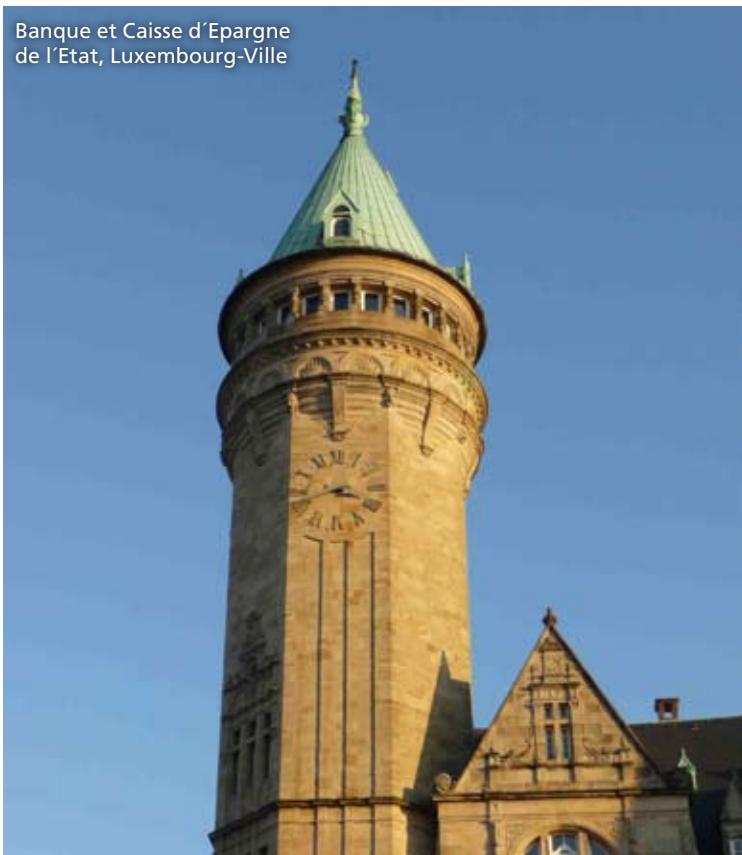
Orienter la politique économique et les classes moyennes sur la protection climatique

Le Luxembourg nécessite également un changement de paradigme dans le domaine de la politique économique et de la politique menée au niveau des classes moyennes: l'écologie, le social et l'économie doivent se compléter. Ainsi naîtront de nouvelles opportunités. Par exemple pour le marché du travail, il faudrait que le Luxembourg se démarque en tant que site de référence dans le domaine des technologies de l'environnement. Le pays devrait promouvoir de manière cohérente les instruments de gestion environnementale et les entreprises devraient être conseillées systématiquement. Il faudrait développer la production et les marchés régionaux et soutenir les nouvelles entreprises de prestations de services dans le domaine de l'environnement.

Restructurer la place financière du Luxembourg pour en faire un moteur du développement durable

Le secteur financier est la branche économique dominante du Luxembourg. Il pourrait servir de fer de lance et dynamiser les problématiques éthiques et poser de nouveaux jalons en termes d'efficacité énergétique, d'économies d'énergie et de recours à des énergies renouvelables, tout en refusant de

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg-Ville



financer les projets non compatibles avec le développement durable.

Le Luxembourg est, avec 75% de part de marché, le centre européen de gestion des fonds d'investissement: plus de 2 000 milliards d'euros y sont gérés dans plus de 11 000 fonds. **La place financière du Luxembourg devrait jouer un rôle clé en Europe et dans le monde en matière de protection du climat et de développement durable, ce d'une part en veillant à ce que les investissements ne soient pas contraires aux objectifs internationaux de protection du climat et ne compromettent pas le développement durable et d'autre part, en soutenant de manière ciblée le développement massif des énergies renouvelables et les mesures dans le domaine de l'efficacité énergétique ou des économies d'énergie.**

Le gouvernement luxembourgeois est appelé à encourager ce développement, en s'engageant à perfectionner le secteur financier dans le sens d'une politique cohérente avec la protection du climat. En plus d'être bénéfique pour l'économie du pays, cette mesure serait un atout pour la réputation de la place financière du Luxembourg.

Le Luxembourg doit s'engager en faveur d'une politique européenne climatique et énergétique ambitieuse.

Nous attendons du gouvernement luxembourgeois qu'il s'engage, dans le cadre des négociations internationales sur la protection du climat, en faveur d'objectifs ambitieux de réduction des gaz à effet de serre à l'échelle mondiale. L'Europe doit assumer également à l'avenir son rôle de pionnier en matière de protection du climat. Cela implique la mise en œuvre au niveau européen d'une politique cohérente de protection

du climat et d'une politique énergétique qui veille à réduire effectivement les émissions sur le plan domestique et mette un terme à l'achat des crédits d'émission douteux à l'étranger. Le Luxembourg doit défendre l'idée d'une réforme fondamentale du «Mécanisme de Développement Propre» et user de son influence au sein des institutions européennes, tels que la BEI, les fonds structurels etc afin que celles-ci s'engagent à respecter les objectifs fixés en matière de protection du climat.

Une analyse détaillée de la politique actuelle en matière de protection du climat au Luxembourg ainsi que nos revendications détaillées pour un virage de la politique climatique et énergétique du pays sont disponibles auprès des organisations ou sur le site Internet www.klimavotum.lu.

Glossaire

Agrocarburants: Carburants liquides ou gazeux produits à partir de matières premières végétales comme p.ex. des plantes oléagineuses, des céréales, la canne à sucre, des betteraves ou des résidus forestiers et de bois.

Adaptation / Capacité d'adaptation: La capacité des êtres vivants ou des sociétés à s'adapter à de nouvelles conditions de vie qui leur sont imposées par des changements de leur environnement naturel dans ce cas, les préjudices liés au changement climatique.

Mesures d'adaptation: Mesures à prendre afin de réduire les répercussions et les coûts liés aux catastrophes provoquées par le changement climatique, comme par exemple les inondations et les incendies de forêt.

Mécanismes de Développement Propre (MDP): Le "Mécanisme de Développement Propre" fait parti des différents mécanismes flexibles prévus dans le Protocole de Kyoto. Un pays qui fait partie de l'Annexe B du Protocole de Kyoto peut acheter des certificats liés à des droits d'émissions dans des pays qui ne figurent pas dans l'Annexe B.

Aprovisionnement décentralisé en énergie: La production d'électricité et de chaleur par plusieurs petites installations situées à proximité du consommateur, par exemple dans des zones résidentielles.

Efficacité énergétique: Le terme d'efficacité énergétique est utilisé de manière synonyme de l'efficacité énergétique, qui consiste à réduire les consommations d'énergie, à service rendu égal.

Green New Deal: La demande, dans le cadre actuel de la crise économique et financière, d'orienter les investissements vers une transformation écologique de la société, par exemple par une régulation du secteur des finances, par des investissements massifs dans les énergies renouvelables et les économies d'énergie et par le rééquilibrage social.

GIEC: En anglais « Intergovernmental Panel on Climate Change » (IPCC). Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a été fondé par

le Programme des Nations Unies pour l'Environnement et l'Organisation météorologique mondiale (WMO) afin d'étudier le changement climatique et de coordonner des mesures pour la protection du climat.

Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques: La Convention constitue le cadre des négociations internationales sur le changement climatique qui se passent annuellement sous forme de conférence des états signataires. La Convention-cadre a été adoptée lors du Sommet de la Terre sur l'environnement et le développement en 1992 à Rio de Janeiro.

Le Protocole de Kyoto: Le Protocole de Kyoto a été décidé en 1997 en vue de la mise en œuvre de la Convention-cadre sur les changements climatiques. Il impose des objectifs de réduction contraignants des émissions de gaz à effet de serre. Le Protocole entra en vigueur en février 2005.

Développement durable: On entend par développement durable un développement qui correspond aux besoins de la génération actuelle sans mettre en danger les possibilités de développement des futures générations.

Aide publique au Développement: L'aide publique au développement (APD) comprend les dons et les prêts préférentiels prévus au budget et transférés des pays développés vers les pays en développement afin de réduire de façon durable et équitable le clivage du développement socio-économique et des conditions de vie générales à l'échelle mondiale.

Réforme fiscale écologique: Les principes de la réforme fiscale écologique : 1. le montant global des taxes doit rester équivalent : l'augmentation des écotaxes doit être compensée par une réduction des taxes dans d'autres secteurs, par exemple par une réduction des impôts sur le travail, 2. les taxes écologiques doivent être introduites dans un cadre prévisible, l'augmentation doit se passer de manière graduelle, 3. promouvoir des alternatives pour les citoyens et les entreprises, 4. assurer l'orientation des mesures fiscales vers la réduction des

impacts négatifs sur l'environnement et la création des emplois.

Pays émergents: La définition des pays émergents (ou "économies émergentes") est floue. On considère généralement que les pays émergents sont les pays en développement qui ne montre plus les caractéristiques typiques des pays les moins avancés. La définition est parfois réduite à celle de nouveaux pays industrialisés.

Rapport Stern: Le rapport Stern élaboré à la demande du gouvernement britannique analyse notamment les impacts sur l'économie du changement climatique. Il a été coordonné par l'ancien économiste en chef de la banque mondiale et actuellement conseiller en économie pour le gouvernement du Royaume-Uni, Nicolas Stern.

Gaz à effet de serre: Les gaz à effet de serre (GES) sont des gaz qui contribuent par leurs propriétés physiques à l'effet de serre, notamment la vapeur d'eau (H₂O), le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O) et l'ozone (O₃). Les gaz à effet de serre industriels incluent des gaz fluorés comme les chlorofluorocarbures (CFC) et les HFC. Sous l'effet des GES, l'atmosphère terrestre se comporte comme la vitre d'une serre, laissant entrer une large part du rayonnement solaire, mais retenant le rayonnement infrarouge réémis.

Programme des Nations unies pour l'environnement: En anglais « United Nations Environment Programme » (UNEP). Le Programme soutient la promotion d'un développement durable et l'utilisation rationnelle des ressources et coordonne les efforts des différents états.

Organisation Mondiale du Commerce (OMC): L'OMC est une organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce international entre les pays. L'objectif de l'OMC est la réduction d'obstacles au libre-échange de marchandises et de services, avec l'objectif ultime du libre-échange international.

«Votum Klima » entend prouver qu'un virage de la politique climatique et énergétique au Luxembourg n'a rien d'une utopie. Dans cette brochure, Caritas, Action Solidarité Tiers Monde, Mouvement Ecologique et Greenpeace présentent un résumé de leurs revendications à l'adresse du futur gouvernement luxembourgeois.

